

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### GIP ACYMA

n° de siret 130 023 211 00027

Service administratif

6 rue Bouchardon

75 010 PARIS

3ème étage

### Cahier des clauses administratives particulières

<b>Objet :</b>	Réalisation d'une campagne de sensibilisation à la cybersécurité dédiée aux jeunes adolescents
<b>N° de marché :</b>	M2025-001
<b>Acheteur :</b>	GIP ACYMA
<b>Forme du marché :</b>	Marché à procédure adaptée mono-attributaire
<b>Date limite de remise des offres :</b>	Le 14/03/25 à 12h00

Pour répondre à ce marché, la **réponse électronique est obligatoire** mais la signature électronique est facultative

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT.....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1.1 - ACHETEUR.....	3
ARTICLE 1.2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 1.3 - DURÉE DU CONTRAT.....	3
ARTICLE 1.4 - NOMENCLATURE.....	3
ARTICLE 1.5 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....	3
<b>ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 2.1 - OBLIGATION DE MOYENS.....	4
ARTICLE 2.2 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION.....	6
ARTICLE 2.3 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	6
ARTICLE 2.4 - ASSURANCE.....	8
ARTICLE 2.5 - CO-TRAITANCE ET FORME DE GROUPEMENT.....	8
ARTICLE 2.6 - SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 2.7 – CONDITIONS ET DROITS D'UTILISATION .....	10
<b>ARTICLE 3 - LES MODALITÉS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES.....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 3.1 - LES PRIX.....	10
ARTICLE 3.2 - FACTURATION.....	11
ARTICLE 3.3 - LES PÉNALITÉS.....	11
ARTICLE 3.4 - LES DOCUMENTS À FOURNIR.....	12
<b>ARTICLE 4 - RÉSILIATION ET LITIGES.....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 4.1 - LA RÉSILIATION.....	13
ARTICLE 4.2 - LES LITIGES.....	13
ARTICLE 4.3 - LES AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES.....	14

## ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

### Article 1.1 - Acheteur

#### GIP ACYMA

n° de siret 130 023 211 00027

Service administratif

6 rue Bouchardon

75 010 PARIS

3ème étage

### Article 1.2 - Objet de la consultation

Le présent MAPA a pour objet la réalisation d'une campagne de sensibilisation à la cybersécurité dédiée aux jeunes adolescents.

### Article 1.3 - Durée du contrat

La durée du marché est de 1 an non renouvelable. Le marché débute à la date de réception de la notification par l'attributaire. La durée de la campagne s'étendra idéalement du 1er octobre 2025, date du lancement du Cybermois, et au moins jusqu'à l'été 2026.

Toutefois, les bons de commande émis avant l'échéance du marché et dont l'exécution dépasse la date de fin du marché resteront valables et devront être exécutés jusqu'à leur terme, dans les conditions prévues par le marché.

Ainsi, la fin du marché n'a pas pour effet d'interrompre l'exécution des prestations en cours dès lors qu'un bon de commande a été valablement notifié avant la date de fin du marché. Le titulaire demeure tenu de l'exécution complète des prestations jusqu'à leur achèvement, conformément aux stipulations contractuelles et aux délais d'exécution prévus dans les bons de commande correspondants.

### Article 1.4 - Nomenclature

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Code CPV	Libellé CPV
79342200-5	Services de campagne publicitaire

## **Article 1.5 - Pièces contractuelles**

Par dérogation au CCAG FCS, l'ordre de priorité des pièces est le suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le devis détaillant précisément chaque prestation ;
- Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cadre de mémoire technique et ses annexes (CMT) ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leur acte modificatifs, postérieurs à la notification du présent contrat.

Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG/FCS), applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) édité par la Direction des Journaux Officiels s'applique au présent marché. Bien que non annexé, celui-ci est réputé connu du titulaire.

## **ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

### **Article 2.1 - Obligation de moyens**

Le GIP ACYMA s'engage à fournir au titulaire les informations utiles ou nécessaires à la définition et la formalisation de ses besoins, ainsi qu'au bon déroulement des prestations.

Dès qu'elle en a connaissance, elle informe le titulaire de tout événement susceptible d'avoir un impact sur les prestations ou ses conditions d'exécution.

Le GIP ACYMA s'engage également à lui transmettre ses observations, approbations ou refus et dans des délais propres à permettre au titulaire de respecter lui-même les délais qui lui incombent.

Le GIP ACYMA fournit au titulaire les documents nécessaires à la bonne exécution des prestations, ainsi que tout document demandé par le titulaire, sous réserve que le GIP ACYMA dispose de ces documents et qu'ils ne présentent pas un caractère confidentiel ou ne sont pas en rapport avec l'objet du marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de moyens. À ce titre, il s'engage à déployer tous les efforts et les ressources nécessaires pour assurer la bonne exécution des prestations décrites dans le présent marché, dans le respect des délais impartis et des normes de qualité exigées.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations du présent marché, ainsi qu'aux bons de commande ou ordres de service qui pourront être établis en conformité avec ce dernier.

Les modalités d'exécution des prestations et leurs délais sont décrits dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et la proposition technique du titulaire. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des documents composant le marché et s'être pleinement informé des conditions dans lesquelles les prestations doivent être réalisées.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations dans le respect de la réglementation en vigueur et des pratiques professionnelles courantes, tout en cherchant à optimiser la qualité des prestations fournies.

Il est de la responsabilité du titulaire de choisir et de mettre en œuvre, sous sa propre responsabilité, les moyens techniques, informatiques, humains et matériels nécessaires pour assurer la conformité des prestations au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et aux règles de l'art.

Le titulaire garantit qu'il mobilisera les compétences et les ressources appropriées pour répondre aux exigences du marché, tout en étant conscient que son obligation est une obligation de moyens et non de résultat.

En outre, le titulaire devra se conformer à toutes les procédures organisationnelles et administratives définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ou qui pourront être définies par le GIP ACYMA en cours d'exécution du marché. Ces procédures s'appliqueront de plein droit au titulaire sans qu'il puisse être demandé de contrepartie financière au GIP ACYMA.

## Article 2.2 - Obligation de conseil et d'information

Le titulaire du marché est soumis à une obligation de conseil tout au long de l'exécution des prestations prévues dans le cadre du présent marché. Cette obligation implique que le titulaire :

**Informe immédiatement le GIP ACYMA** de toute difficulté, incohérence ou omission constatée dans les documents constitutifs du marché ou dans les demandes formulées par le GIP ACYMA. Le titulaire doit proposer des solutions adaptées pour corriger ces anomalies et prévenir tout risque de non-conformité.

**Fournit des recommandations proactives** pour optimiser la mise en œuvre des prestations.

**Adapte ses prestations aux évolutions des besoins du GIP ACYMA** et aux nouvelles exigences qui pourraient émerger au cours de l'exécution du marché, tout en veillant à informer préalablement le GIP ACYMA des implications techniques, financières ou organisationnelles des modifications proposées.

## Article 2.3 – Protection des Données Personnelles

Le titulaire du marché s'engage, dans le cadre de ses activités et conformément à la législation en vigueur en France (Loi n° 78-017 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés) et en Europe (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), à assurer la protection, la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel des personnes bénéficiant des services et/ou produits du titulaire du marché, ainsi qu'à respecter leur vie privée.

Le titulaire du marché s'engage à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité des données à caractère personnel collectées directement ou indirectement. Le titulaire du marché s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires au respect par elle-même et par son personnel de ces obligations et notamment à :

- Ne pas traiter, consulter les données ou les fichiers contenus à d'autres fins que l'exécution des prestations qu'elle effectue pour GIP ACYMA au titre des présentes ;
- Ne traiter, consulter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues de GIP ACYMA ;
- A prendre toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données et des données à caractère personnel.

Le titulaire du marché s'engage à prendre toutes précautions utiles au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données des fichiers et notamment empêcher toute déformation, endommagement, perte ou tout accès par des tiers non autorisés préalablement. Le titulaire du marché s'engage à maintenir ses moyens pendant toute l'exécution des présentes et à défaut, à en informer immédiatement GIP ACYMA.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un :

- droit d'accès (article 15 RGPD) et de rectification (article 16 RGPD), de mise à jour, de complétude des données ;
- droit d'effacement des données à caractère personnel (article 17 du RGPD) ;
- droit de retirer à tout moment un consentement (article 13-2c RGPD) ;
- droit à la limitation du traitement des données (article 18 RGPD) ;
- droit d'opposition au traitement des données (article 21 RGPD) ;
- droit à la portabilité des données que les personnes concernées auront fournies, lorsque ces données font l'objet de traitements automatisés fondés sur leur consentement ou sur un contrat (article 20 RGPD).

Les personnes concernées sont toutefois informées que les données à caractère personnel collectées sont, le cas échéant, nécessaires à l'exécution de la prestation délivrée par le titulaire du marché, de sorte qu'en cas d'usage de son droit d'effacement des dites données, d'opposition ou de limitation des traitements avant le terme de la relation contractuelle, la prestation ne pourra pas être exécutée correctement. Ces droits peuvent être exercés en adressant un courriel à l'adresse du titulaire du marché ou par courrier à l'attention du DPO de ce dernier. Le titulaire du marché répond à la personne ayant fait l'usage d'un des droits susvisés dans un délai

d'un (1) mois à compter de la réception de la demande. Ce délai peut néanmoins être prolongé de deux (2) mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Dans cette hypothèse, Le titulaire du marché informera la personne concernée de cette prolongation dans le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande.

La personne concernée a la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ou de l'autorité de contrôle de l'État membre de l'Union européenne dans lequel elle réside et de former un recours juridictionnel.

Le GIP ACYMA autorise le titulaire du marché à faire appel à des sous-traitants pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel pour le compte de GIP ACYMA strictement nécessaires à l'exécution des prestations définies aux présentes.

#### **Article 2.4 - Assurance**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément au CCAG-FCS. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du GIP ACYMA et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **Article 2.5 - Co-traitance et forme de groupement**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 12 du CCAG-FCS.

Les opérateurs économiques groupés peuvent se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est prévu à cet effet dans l'acte d'engagement du DCE.

**Dans le cas où le soumissionnaire ferait une offre sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.**

En effet, le GIP ACYMA doit pouvoir être approvisionné sans être impacté par les difficultés, aléas, affectant les entreprises membres du groupement, compte tenu de la nécessaire continuité de service.

Conformément aux articles R.2142-21 et R.2151-7 du code de la commande publique, le GIP ACYMA interdit aux soumissionnaires de présenter leurs candidatures et leurs offres en agissant à la fois : en qualité de soumissionnaire individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements et en qualité de membres de plusieurs groupements.

## **Article 2.6 - Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de la totalité du marché. Il est responsable de toute défaillance d'un sous-traitant entraînant un retard ou une non-exécution des prestations objet du présent marché.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché. Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci par l'acheteur pour des prestations supérieures à 600 € TTC. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le GIP ACYMA.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles après la notification du marché selon les modalités définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant à l'acheteur.

## Article 2.7 – Conditions et droits d'utilisation

**Visibilité des logos :** Le logo de **Cybermalveillance.gouv.fr**, ainsi que celui du mécène, devront obligatoirement figurer sur l'ensemble des supports produits dans le cadre de la prestation. Cette intégration devra respecter les exigences définies dans la charte graphique gouvernementale, disponible à l'adresse suivante : [Charte graphique gouvernementale](#).

**Cession des droits :** La prestation inclut la cession des droits d'auteur et de diffusion pour l'ensemble des supports produits, y compris une diffusion télévisée (TV), pour une utilisation par **Cybermalveillance.gouv.fr** et ses partenaires. Cette cession est accordée pour une durée minimale de **cinq (5) années**, sans restriction de territoire.

**Accessibilité des contenus :** Les supports produits devront respecter les critères d'accessibilité, notamment par l'intégration de sous-titres pour les vidéos et tout autre élément permettant une accessibilité renforcée.

### Formats des fichiers

Les fichiers finaux des contenus devront être fournis dans les formats suivants :

- **HD (Haute Définition),**
- **SD (Standard Définition),**
- **Web,**

garantissant ainsi une adaptabilité et une compatibilité optimales pour divers canaux de diffusion.

## ARTICLE 3 – MODALITÉS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

### Article 3.1 - Les prix

Les prix sont conclus à prix forfaitaire et complet, exprimés en euros H.T. et T.T.C., comme indiqués dans le devis soumis par le titulaire dans son offre et annexé au présent marché. Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Les prix ne pourront pas être révisés ou actualisés en cours de marché.

### **Article 3.2 - Facturation**

La facturation des prestations s'effectuera directement entre le titulaire du marché et les entreprises souhaitant être labellisées. Le GIP ACYMA n'interviendra pas dans ce processus de facturation. Le titulaire émettra les factures directement aux entreprises concernées.

### **Article 3.3 - Les pénalités**

Par dérogation au CCAG/FCS, des pénalités spécifiques s'appliqueront uniquement en cas de non-respect de la diffusion du livret selon le planning définitif validé entre les parties.

Ainsi, si la finalisation et la diffusion du livret n'est pas effectuée aux dates indiquées au sein du CCTP et du planning proposé par le titulaire et validé par le pouvoir adjudicateur, titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € TTC par jour de retard, calculée à compter de l'échéance du délai auquel il s'est engagé. Cette pénalité est plafonnée à 6 000 € TTC.

Pour rappel, le titulaire s'engage à respecter le planning prévisionnel présenté dans son offre, qui constitue un engagement contractuel évalué dans le cadre du critère 3 du cadre de mémoire technique. Toutefois, afin d'assurer une mise en œuvre optimale des prestations et de prendre en compte d'éventuelles contraintes opérationnelles, un planning définitif sera établi en concertation entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur après la notification du marché. Cette validation interviendra au plus tard 30 jours suivants la notification du marché et fera l'objet d'un compte rendu signé par les deux parties. Le planning définitif devra impérativement respecter les grands jalons et délais globaux annoncés dans l'offre du titulaire et ne pourra en aucun cas conduire à une remise en cause des engagements ayant fondé l'attribution du marché.

En cas de nécessité d'ajustements significatifs, ces derniers devront être justifiés et validés par le pouvoir adjudicateur (GIP ACYMA), sans altérer les critères de mise en concurrence du marché.

#### Article 3.4 - Les documents à fournir

Le(s) titulaire(s) fournira tous les six mois, à compter de la notification de l'accord-cadre jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les documents réclamés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, à savoir :

- Une attestation de fourniture des déclaration sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 (du code de la sécurité sociale) émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisation et contributions datant de moins de 6 mois dite « attestation vigilance » ;
- Extrait K bis, datant de moins de trois mois ou équivalent ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés détaillant leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (ou une information d'absence de salarié étranger dans ses effectifs le cas échéant) ;
- Une attestation de régularité fiscale.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En cas de non remise par le titulaire, des documents prévus, le GIP ACYMA peut résilier l'accord-cadre aux torts de celui-ci, après mise en demeure restée infructueuse, sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de ce délai, le titulaire disposera d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

## **ARTICLE 4 – RÉSILIATION ET LITIGES**

---

### **Article 5.1 - La résiliation**

Le marché peut être résilié à tout moment selon les conditions indiquées au CCAG-FCS.

Le GIP ACYMA peut résilier le marché dans sa totalité, aux torts du Titulaire, s'il s'avère que les renseignements prévus aux articles R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique sont inexacts ou si le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2341-3 à L.2341-11 du code de la commande publique.

En cas d'inobservation d'une clause du contrat ou de manquement manifeste par le Titulaire à ses obligations au titre du présent marché public, le GIP ACYMA peut résilier le marché sans indemnité et sans préavis. La résiliation aux torts du titulaire ne donne pas lieu au versement d'indemnités et le droit à paiement acquis ne s'applique pas.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours d'exécution jusqu'à la date effective de résiliation et de les rendre conformes aux modalités définies dans le présent cahier des clauses administratives particulières. En tout état de cause, seules les prestations réalisées et admises par le GIP ACYMA sont prises en compte lors du règlement.

### **Article 5.2 - Les litiges**

L'acheteur et le(s) titulaire(s) s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation selon les modalités fixées au sein du CCAG-FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Le tribunal administratif compétent sera celui situé à Paris.

### Article 5.3 - Les autres dispositions applicables

La loi française est seule applicable au présent marché, en cas de litige, les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de compte est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

En cas de conflit entre le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) / FCS et le présent document, les clauses contenues dans ce dernier prévaudront.

Fait à	Le	Fait à Paris, le
Le titulaire Mention « lu et approuvé » Signature, Nom, Prénom et cachet		Signature de l'acheteur